

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôles technique et Environnement sud  
2, rue Jean RICHPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN

Perpignan , le 28/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2022

Installation n°66-1434

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **CARRIERE CUFI FRERES SARL NEFIACH**

Lieu dit "Bente Farine"  
66170 NEFIACH

Références : 2022-038-PR/EX

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement CARRIERE CUFI FRERES SARL NEFIACH implanté Lieu dit "Bente Farine" 66170 NEFIACH . L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite, pour la Sarl CARRIERE CUFI FRERES située au lieu dit « Bente Farine » sur le territoire de la commune de NEFIACH, à 7 ans.

La précédente inspection a été effectuée le 1 octobre 2015.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage les prescriptions applicables à l'installation.

Le référentiel d'inspection utilisé est :

- l'arrêté préfectoral n° 1584 du 23 mai 2003, autorisant la société d'Exploitation CUFI FRERES à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de NEFIACH (66) ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;
- l'arrêté ministériel du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : « Broyage, concassage, criblage... » ;

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE CUFI FRERES SARL NEFIACH
- Lieu dit "Bente Farine" 66170 NEFIACH
- Code AIOT dans GUN : 0006601434
- Régime : Autorisation

La Société d'Exploitation CUFi Frères exploite une carrière à ciel ouvert de sables et graviers qui avait été autorisée initialement en 1977 pour dix ans et prolongée par arrêté préfectoral du 23 juillet 1987 pour une durée de quinze ans et une surface de 5,5 ha.

Un nouvel arrêté d'autorisation n°1584 du 23 mai 2003 a autorisé la poursuite de l'exploitation de carrière au lieu dit « Bente Farine » sur les parcelles n°83 à 88, 96, 109 et 110 pour une surface totale de 6,9 ha, une production maximale annuelle de 40.000 tonnes et une durée de 20 ans .

L'extraction est réalisée par engins mécaniques.

L'exploitation actuelle de la carrière se développe essentiellement sur deux niveaux. La partie inférieure se situe dans les sables des "fore sets" et la partie supérieure dans les faciès à gravillons des "top sets".

La cote finale de fond d'exploitation est prévue à 125 NGF, les fronts ont une hauteur de 5 mètres et les banquettes une largeur de 2m.

L'exploitation est assurée par :

- 3 personnes (chef d'exploitation et deux salariés),
- une pelle CASE de 21 tonnes, un tombereau CAT de 25t de charge utile et un chargeur Liebherr 550.

L'extraction s'établit autour d'un volume moyen annuel de 24.000 tonnes. Les sables et graviers extraits sont destinés à la construction (bâtiment).

L'installation relève des rubriques suivantes :

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité totale	Régime autorisé
2510	1	Carrières (exploitation de)	40 000 t	Autorisation

L'autorisation expire en mai 2023. L'exploitant envisage le renouvellement de son autorisation pour 20 ans. Les zones d'extraction envisagées sont les parties hautes (zone nord-est et zone sud ouest) où les matériaux sont plus graveleux, en restant à priori dans le périmètre de la carrière actuelle. Le dossier est en cours de constitution par la société ATDX. Le dépôt de dossier est envisagé pour le 1 semestre 2022.

L'inspection rappelle que la prolongation ou le renouvellement de l'autorisation doit être demandé(e) six mois minimum avant la date d'expiration (Article R181-49 du CE).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la situation administrative,
- conditions d'exploitation

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées

- les observations éventuelles
- le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les 7 fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

<b>Nom du point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Corrections à apporter</b>
Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Fournir un plan d'exploitation à jour
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 23/05/2003, article 6	Un mémoire et calendrier en application du dossier d'autorisation
Panneau	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Rajouter la mention manquante
Bornes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Reconstituer le réseau de borne
Dérivation des eaux	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 6	Evacuer les eaux de tête de front Nord-est
Distance d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	Fournir le plan d'exploitation à jour précisant la distance de 10m

**Les 2 fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

<b>Nom du point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/05/2003, article 10.1

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, il a été relevé :

- aucun fait non-conforme nécessitant des suites,
- 6 faits susceptibles de suites.

Les faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à corriger dans les meilleurs délais, les écarts constatés susceptibles de mise en demeure ou de sanction.

Il est à noter que la carrière est en fin d'exploitation (mai 2023). L'exploitant n'a pas exploité tout le gisement envisagé, sur 20 ans, comme prévu dans l'arrêté préfectoral. Une demande de renouvellement va être déposée.

## 2-4) Fiches de constats

### 2-4-1. Constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives

**Nom du point de contrôle :** Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2003, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, garanties
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions de l'article 23-3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977, la présente autorisation est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant de la remise en état du site après exploitation...
<b>Constats :</b> L'exploitant présente une caution bancaire Banque Populaire du Sud n° 00324273, rédigée le 09/09/2020 et signée le 17/06/2021, d'un montant de 31.400 euros pour la période du 17/06/2021 au 16/06/2022 pour la quatrième période quinquennale. L'exploitant dispose de la caution bancaire pour la période en cours.  <b>Rappel :</b> L'exploitant devra renouveler ses garanties financières pour la période de juin 2022 à la fin d'exploitation, couvrant la remise en état. Il est rappelé à l'exploitant la nécessité d'actualiser les garanties financières conformément à l'arrêté ministériel du 09/02/2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## 2-4-2. Constats susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives

Nom du point de contrôle : Plan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, plan
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.  Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le dernier plan présenté par l'exploitant a été mis à jour le 05/12/2018 (géomètre SELARL GPO, 66130 ILLE sur TET).  L'exploitant indique que la mise à jour est en cours par la société GPO. Un drone est intervenu début février 2022 pour le levé de terrain. L'exploitant justifie ce point en présentant un courriel du 18 février 2022.  L'exploitant ne dispose pas d'un plan à jour postérieur à 2018. La mise à jour annuelle n'a pas été faite.  <u>Justification à produire par l'exploitant :</u> Fournir le plan à jour comprenant les éléments prévus à l'article n°15 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse apportée par l'exploitant</b>

**Nom du point de contrôle :** Remise en état

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2003, article 6

**Thème(s) :** Situation administrative, Remise en état

**Prescription contrôlée :**

La carrière et autres installations seront implantées, réalisées, exploitées, et le site réhabilité conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

**Constats :** L'exploitation est moins avancée que celle prévue, puisque le volume extrait est inférieur aux 800.000 t maximales sur 20 ans (40 000 t/an x 20 ans), fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. En conséquence, l'exploitation n'est pas arrivée à la cote 125 NGF et se situe autour de la cote 140 NGF (à préciser avec le plan à jour). L'exploitant respecte la hauteur de 5 mètres pour les fronts et de 2mètres de largeur pour les banquettes.

La remise en état, envisagée dans le dossier d'autorisation (page 71 et 72), prévoit notamment:

- 1- une végétalisation spontanée par la voie naturelle par recolonisation des fronts, carreau et banquettes,
- 2- la création d'un fossé en tête du front supérieur pour collecter les eaux de précipitation et éviter qu'elles ne ruissellent le long des fronts,
- 3- un talutage des fronts supérieurs Nord-est,
- 4- l'effacement des banquettes sur certains secteurs pour obtenir des falaises de 15 mètres,
- 5- le remblayage sur les banquettes au niveau de la liaison avec le terrain naturel en limite est.

Pour le point 2, un fossé existe en tête de front nord.

Pour les points 3 à 5, l'exploitant n'a pas encore débuté de travaux. L'exploitant explique que la zone des fronts nord-est est l'objet de la demande de renouvellement.

Justification à apporter par l'exploitant :

L'exploitant devra présenter un mémoire et calendrier de remise en état en application du dossier d'autorisation avec une fin d'exploitation en mai 2023.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Réponse apportée par l'exploitant**

**Nom du point de contrôle : Panneau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, panneau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> La carrière est accessible par une seule voie.  Un panneau est installé à l'entrée de l'installation. Il comprend l'ensemble des mentions prévues à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, à l'exception de : l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.  <u>Justifications à apporter par l'exploitant :</u> L'exploitant devra compléter le panneau de la mention manquante.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse apportée par l'exploitant</b>

**Nom du point de contrôle : Bornes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.  Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les bornes d'origine sont peu visibles ou manquantes.  L'inspection constate qu'effectivement que le bornage n'est pas visible ni suffisant pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Un seul potelet en bois a été vu par l'inspection lors de la visite.  L'exploitant indique qu'il prévoyait de reconstituer un réseau de bornes satisfaisant, constitué de poteaux métalliques.  <u>Justification à produire par l'exploitant :</u> Justifier de la la reconstitution du bornage nécessaire pour déterminer le périmètre de l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse apportée par l'exploitant</b>

**Nom du point de contrôle : Dérivation des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article « L. 211-1 du code de l'environnement », un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.
<b>Constats :</b> Un fossé a été créé en amont de la tête de front Nord. Une voie guide, vers le nord, les eaux ruisselant en amont de la tête de front nord-est.  Afin de constituer un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation, l'exploitant devra assurer l'évacuation des eaux canalisées en tête des fronts nord-est vers le fossé situé au nord de la carrière.  <u>Justification à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit assurer l'évacuation des eaux de la tête de front nord est, afin d'empêcher les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse apportée par l'exploitant</b>

**Nom du point de contrôle :** Distance d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques...
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que la tête des fronts de taille sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre de l'installation. Le plan d'exploitation datant de 2018, n'a pas été mis à jour et ne permet pas à l'inspection de vérifier la distance horizontale de 10 mètres.  <u>Justification à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit fournir un plan à jour permettant de vérifier le respect de cette prescription (indiquer la distance de 10 mètre en tout point des limites).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Réponse apportée par l'exploitant</b>